

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSOW

17-19 rue Réaumur
28000 Chartres

Références : 14013/RAPVI/CC/IC220642
Code AIOT : 0010014013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement ROSSOW implanté 17-19 Rue Réaumur 28000 CHARTRES. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSOW
- 17-19 Rue Réaumur 28000 CHARTRES
- Code AIOT : 0010014013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ROSSOW est spécialisée dans la distribution de matières premières spécialisées à destination des marchés cosmétiques, pharmaceutiques et industriels. Par arrêté préfectoral du 14 septembre 2021, la société a été autorisée à exploiter une installation d'entreposage de solides inflammables nouvellement construite sur le territoire de Chartres.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite de récolement : conformité aux prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels applicables à l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1 (annexe II)	/	Sans objet
6	Aire de mise en station des moyens aériens	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 (annexe II)	/	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.1.1	/	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3 (annexe II)	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6 (annexe II)	/	Sans objet
4	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 (annexe II)	/	Sans objet
5	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 (annexe II)	/	Sans objet
7	Aire de stationnement des engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.2 (annexe II)	/	Sans objet
8	Accès aux issues	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.4 (annexe II)	/	Sans objet
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 (annexe II)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 (annexe II)	/	Sans objet
12	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 (annexe II)	/	Sans objet
13	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 (annexe II)	/	Sans objet
15	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 (annexe II)	/	Sans objet
16	Coupure d'alimentation électrique générale	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 (annexe II)	/	Sans objet
17	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 (annexe II)	/	Sans objet
18	Chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 18.1 (annexe II)	/	Sans objet
19	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 (annexe II)	/	Sans objet
20	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25 (annexe II)	/	Sans objet
21	Organisation des stockages de liquides inflammables	AP Complémentaire du 16/09/2022, article 3	/	Sans objet
22	Formation à la manœuvre des moyens de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet
23	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Sans objet
24	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.1.3-V	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 (annexe II)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1 (annexe II)
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.
Constats : L'emplacement du laboratoire a été modifié.
Observations : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'entrepôt est bien implanté 17-19 rue Réaumur, au sein de la ZA les Jardins d'entreprises à Chartres. Le site est totalement enclos d'une clôture estimée à 2 mètres de hauteur. Le bâtiment se compose : -d'une seule cellule de stockage de 1 308 m ² sur racks, -d'une zone de préparation des commandes, -de locaux techniques (chaufferie, local TGBT), -de quais de chargement et déchargement incluant une zone de charge des batteries des chariots de manutention, -d'une partie administrative (bureaux, locaux sociaux, salles de réunion, accueil), -et d'un laboratoire. L'exploitant indique que l'emplacement du laboratoire initialement prévu au rez-de-chaussée de la zone administrative a été modifié. Celui-ci est désormais installé au 1 ^{er} étage, au-dessus des bureaux et locaux sociaux. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser par écrit cette modification d'aménagement et d'y joindre un nouveau plan. Sur le pourtour extérieur de l'installation, l'inspection des installations classées relève que la zone de stockage de palettes, le bassin d'infiltration de 486 m ³ et le bassin de rétention des eaux d'incendie de 410 m ³ sont localisés aux emplacements prévus dans les plans du dossier d'autorisation environnementale. Ces bassins sont par ailleurs délimités sur toute leur périphérie par une clôture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3 (annexe II)
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible
Constats : Les écrans de végétation sont en cours d'aménagement.
Observations : Il a été constaté lors de la visite que l'ensemble des installations est dans un bon état de propreté. L'exploitant mentionne que les écrans de végétation seront implantés à l'automne. Il signale les difficultés de mise en oeuvre de la directive paysagère de protection et de mise en valeur de la Cathédrale de Chartres qui recommande que le bâtiment soit dissimulé par des végétaux alors même que ceux-ci doivent strictement respecter une hauteur limite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6 (annexe II)
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a fourni le schéma des réseaux qui fait apparaître l'ensemble des éléments requis par la prescription de l'article 1.6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. Ce document est également annexé au plan de défense incendie présenté par l'exploitant lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation [...].
Constats : Le site est accessible.
Observations : L'inspection des installations classées constate que le site dispose : -d'un accès spécifique au Sud-Est pour les véhicules légers avec entrée/sortie dissociée menant vers un parking, -d'un accès au Nord-Est du site qui est réservé aux poids lourds avec un flux d'entrée et de sortie séparé, -d'une voie engins tout autour du bâtiment destinée aux services d'incendie et de secours. Lors de la visite, l'inspection des installations classées note également que ces voies sont dégagées de tout obstacle. La voie engins est accessible par deux accès situés au Nord-Est et au Sud-Est du site. L'exploitant précise que l'ouverture des portails peut être déverrouillée manuellement de l'extérieur pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins [...] La largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente.
Constats : Le site dispose d'une voie engins conforme à la prescription précitée.
Observations : Une voie engins de 6 mètres de large environ a été aménagée sur la périphérie du bâtiment permettant d'accéder à l'installation, aux aires de mise en station des moyens aériens et à l'aire de stationnement des engins. Celle-ci est accessible par les services d'incendie et de secours par deux accès portails : l'un au Nord-Est et l'autre au Sud-Est du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Aire de mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de mise en station des moyens aériens
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres. Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;- elle comporte une matérialisation au sol ;- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours [...].
Constats : Le site est équipé de trois aires de mise en station des moyens aériens ne comportant pas de matérialisation au sol.
Observations : Lors de la visite, il a été relevé la présence de trois aires de mise en station des moyens aériens dont les dimensions répondent aux prescriptions de l'article 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé. Au Nord-Est du site, une aire de mise en station des moyens aériens est positionnée à proximité de la zone de préparation et de la cellule de stockage. Sur la façade Sud-Ouest, deux aires de mise en station des moyens aériens sont présentes au droit du mur coupe-feu de la cellule. Leur emplacement est conforme aux plans du dossier d'autorisation environnementale. Ces aires de mise en station ne font pas l'objet d'une matérialisation au sol. L'exploitant précise qu'il est bien prévu que ces emplacements soient matérialisés au sol et par des panneaux signalétiques. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de mise en œuvre de ces aménagements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aire de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.2 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de stationnement des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.
Constats : Le site est doté d'une aire de stationnement des engins conforme au dossier d'autorisation environnementale.
Observations : L'exploitant indique que les besoins en eau d'extinction sont assurés par trois poteaux incendie dont deux se situant sur la voie publique. A proximité du local palettes/déchets, l'inspection des installations classées constate la présence d'une aire de stationnement permettant aux engins des services d'incendie et de secours de se raccorder au troisième poteau incendie. Cette aire de stationnement est directement accessible par la voie engins. Le nombre et la localisation des poteaux incendie ainsi que celle de l'aire de stationnement des engins sont conformes aux plans du dossier d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès aux issues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.4 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux issues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs [...].
Constats : L'installation est accessible depuis la voie engins et l'aire de mise en station des moyens aériens.
Observations : Il a été observé lors de la visite que des issues de plain-pied sont présentes sur la façade Nord-Est de la cellule de stockage et sont accessibles depuis la voie engins. Deux aires de mise en station des moyens aériens situées au droit de la façade Sud-Ouest donnent également accès aux issues de la cellule. Ces accès ont une largeur estimée à plus de 1,80 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le respect des normes constructives du bâtiment n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection.
Observations : L'exploitant a produit l'attestation de conformité de stabilité au feu pour la charpente béton établie par Edifis Ingénierie le 02/03/2021. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les autres attestations de conformité aux dispositions constructives. L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de lui fournir ces documents dès que possible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage [...].</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées [...].</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur [...].</p>
Constats : Le désenfumage est opéré par des exutoires en toiture et par des ouvrants en façade.
<p>Observations : Le bâtiment est divisé en 3 cantons de désenfumage : zone de stockage, zone de préparation et zone des quais.</p> <p>S'agissant de la cellule de stockage, l'inspection des installations classées dénombre 6 skydômes de désenfumage en toiture correspondant à ce qui était prévu dans le dossier d'autorisation environnementale. Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel précité, les commandes manuelles sont localisées à proximité des issues de secours (2 boîtiers dans la zone de préparation en deux points opposés de l'entrepôt et 1 dans la cellule), et accessibles aux services d'incendie et de secours. L'exploitant a par ailleurs signalé l'emplacement des commandes de désenfumage sur le plan général incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées note que les 2 portes sectionnelles permettent des amenées d'air frais dans la cellule de stockage. L'exploitant indique que ces 2 portes servent également à refroidir la cellule (ventilation free cooling).</p> <p>Dans la zone de préparation, il a été constaté la présence d'exutoires de désenfumage en toiture ainsi qu'une porte sectionnelle pour les amenées d'air. Quant à la zone de chargement/déchargement, celle-ci est ventilée par les 4 portes de quais.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 [...] ;- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives [...] sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation [...] n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;- Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 [...].
Constats : Le site est doté d'une unique cellule de stockage.
Observations : L'inspection des installations classées note que l'unique cellule de stockage de l'entrepôt se trouve entre la zone des bureaux et la zone de préparation. La cellule est séparée de part et d'autre de ces zones par une porte coupe-feu 2 heures, et par une porte coulissante coupe-feu à fermeture automatique. Les issues de secours réparties aux quatre coins de la cellule sont également des portes coupe-feu. L'inspection des installations classées constate qu'aucun obstacle ne vient entraver la fermeture automatique des portes. L'exploitant précise que les parois de la cellule de stockage sont des murs REI 120 et que les portes coupe-feu sont asservies au système de sécurité incendie (SSI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage [...].</p>
Constats : La hauteur et la distance de stockage sont respectées.
<p>Observations : L'inspection des installations classées constate que les palettes de produits sont stockées sur racks ou au niveau du sol.</p> <p>La distance séparant les racks est estimée à plus de 2 mètres et la hauteur de stockage est visuellement déterminée à moins de 10 mètres.</p> <p>S'agissant des liquides inflammables, le stockage est estimé à moins de 5 mètres de hauteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage [...].</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site [...].</p>
Constats : Le site est équipé d'un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie couplé à un dispositif d'isolement.
<p>Observations : L'exploitant mentionne que le site a été aménagé de telle sorte que les déversements accidentels et les eaux d'extinction incendie soient recueillis de façon gravitaire vers une cuve tampon de 5 m³, qui sont ensuite dirigés vers le bassin externe de rétention des eaux d'extinction de 410 m³.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la vanne manuelle d'isolement de la cuve tampon est située à proximité du local palettes/déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...] : -3 poteaux incendie minimum [...], -un système de détection automatique d'incendie équipant les bâtiments ; Les moyens sont complétés par les moyens suivants : -des extincteurs en nombre [...] doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; -des robinets d'incendie armés. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles [...].
Constats : Le rapport de vérification des extincteurs et des RIA est à fournir.
Observations : L'inspection des installations classées constate que l'établissement est entouré de 2 poteaux incendie situés sur la voie publique de part et d'autre de la rue Réaumur, et que le site dispose aussi d'un poteau incendie privé situé à proximité du local palettes/déchets. L'exploitant mentionne que le système de sécurité incendie est opérationnel (SSI). Des détecteurs automatiques d'incendie sont présents au sein des différentes zones de l'installation. L'exploitant précise que ces détecteurs de fumée enclenchent une alarme sonore au sein du bâtiment. L'inspection des installations classées relève la présence d'extincteurs et de robinets d'incendie armés (RIA) répartis : -aux quatre coins de la cellule de stockage, -à l'intérieur de la zone de quais, -au niveau du sas d'entrée menant vers la cellule de stockage, -au sein de la zone de préparation de commandes. Au niveau de la première rangée de racks réservés aux liquides inflammables, il a été observé la présence d'un RIA, de trois extincteurs dont un sur roues. Ces matériels sont accessibles et visibles par des plaques signalétiques. L'exploitant indique que les extincteurs et les RIA ont fait l'objet d'une vérification les 25 et 26 juillet 2022 par la société Desautel. Le rapport de vérification n'a pas été présenté au moment de la visite et l'exploitant s'est engagé à le transmettre à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide [...]. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m ² [...].
Constats : L'entrepôt est doté d'issues de secours conformément à la prescription susvisée.
Observations : L'inspection des installations classées dénombre 4 issues de secours aux quatre coins de la cellule de stockage. Des issues sont également présentes au sein de la zone de préparation et qui sont disposées dans deux directions opposées (Nord-Est et Sud-Ouest). Les locaux techniques (chaufferie et TGBT) sont équipés d'issues d'évacuation en façade Nord-Est. Les issues sont signalées par des panneaux "issue de secours".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Coupure d'alimentation électrique générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure d'alimentation électrique générale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'interrupteur central permettant de couper l'alimentation électrique générale est bien visible et celui-ci est situé près des locaux techniques et d'une issue donnant vers la voie engins. Par ailleurs, l'exploitant a matérialisé sur son plan général incendie l'emplacement de l'interrupteur central.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Ventilation et recharge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et recharge de batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible [...]. S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le site dispose de postes de charge d'accumulateurs destinés aux engins de manutention situés au sein de la zone des quais, laquelle est séparée de la zone de préparation par un mur et une porte coupe-feu. La zone de charge est ventilée par les portes de quai et par une ventilation mécanique. L'exploitant indique que pour limiter les risques, la charge des batteries est effectuée lors des horaires de fermeture du site. Des consignes de sécurité sont par ailleurs affichées au niveau des postes de charges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 18.1 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait [...] par une porte au moins EI2 120 C [...]. A l'extérieur de la chaufferie sont installés : -une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; -un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; -un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
Constats : Le site dispose d'un local chaufferie.
Observations : L'inspection des installations classées relève que la chaudière est localisée dans un local exclusivement dédié à cet effet, et séparé de l'entrepôt par une porte coupe feu. Par ailleurs, il a été constaté la présence d'une vanne de coupure de l'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant mentionne que la chaudière fonctionnant au gaz de ville est équipée d'un système automatique de mise en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles [...] ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule [...] ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent [...] ; - les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler [...].

Constats : L'exploitant a établi un plan de défense incendie.
<p>Observations : L'exploitant a montré le plan de défense incendie en date du 16/09/2022 qui comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les schémas d'alarme et d'alerte indiquant les procédures à mettre en œuvre ; -la liste et les coordonnées des interlocuteurs à contacter ; -le plan général incendie matérialisant les zones à risque, les poteaux d'incendie, les commandes de désenfumage, les vannes de barrages des canalisations, l'interrupteur central d'alimentation électrique, les SSI et la vanne de coupure de gaz ; -les fiches de procédure d'urgence (conduite en cas d'incendie, commandes automatiques et manuelles SSI, tableau de report général). <p>Concernant l'accueil des services et de secours, trois personnes d'astreintes sont nommément désignés. Ces dernières peuvent intervenir rapidement sur le site (10 min pour 2 personnes et 20 min pour la 3^{ème}).</p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks est informatisé et mis à jour quotidiennement. Cet inventaire ainsi que les fiches de données de sécurité seront tenus à disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant mentionne que l'emplacement pour accéder au plan de défense incendie n'a pas encore été déterminé (mallette d'astreinte ?, mise en place d'un poste de garde à l'entrée du site ?). L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de définir rapidement une solution.</p> <p>Pour compléter le plan de défense incendie, l'inspection des installations classées préconise également à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de prévoir une fiche de procédure pour l'ouverture manuelle des portails du site, -de prévoir une fiche de procédure pour la fermeture manuelle de la vanne manuelle d'isolement de la cuve tampon, -de matérialiser la localisation des vannes manuelles d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie et de la cuve tampon sur le plan général incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25 (annexe II)
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux [...]
Constats : L'installation fait l'objet d'une surveillance en dehors des horaires de fonctionnement.
Observations : L'exploitant mentionne qu'une quarantaine de salariés travaillent sur le site et que celui-ci fonctionne de 7 h à 18 h, du lundi au vendredi. Dans l'attente que le système de vidéosurveillance soit opérationnel, l'exploitant précise que la société Securitas assure provisoirement le gardiennage du site de 19 h à 7 h en semaine et tous les week-ends. Une fois que la vidéosurveillance sera en fonctionnement, il est prévu que les alarmes soient reportées à la société de télésurveillance, qui effectuera la levée de doute et préviendra le cas échéant le personnel d'astreinte, chargé de l'accueil sur place des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Organisation des stockages de liquides inflammables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les liquides inflammables sont stockés dans la première rangée de racks située au sud-ouest de la cellule de stockage (côté opposé à la rue Réaumur et aux limites de propriétés). Un affichage d'interdiction de stockage devra être apposé à l'extrémité des racks non concernés par le stockage des liquides inflammables.
Constats : Les racks réservés au stockage de liquides inflammables sont conformes à la prescription susmentionnée.
Observations : L'inspection des installations classées constate que les racks réservés au stockage de liquides inflammables sont bien localisés sur la première rangée et à l'opposé de la rue Réaumur. Les racks sont matérialisés par une étiquette "emplacement liquides inflammables" et des plaques signalétiques comportant les pictogrammes de dangers sont disposées le long de l'allée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Formation à la manœuvre des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Formation à la manœuvre des moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le personnel de la société a été formé aux moyens de lutte contre l'incendie.
Observations : L'exploitant précise que deux sessions de formation relatives à la manipulation des extincteurs et des RIA ont été dispensées aux salariés le 29 juin et le 07 juillet 2022. Une formation aux systèmes de sécurité incendie a été réalisée par DEF à la mi-septembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Le site est équipé d'une protection contre la foudre.
Observations : L'inspection des installations classées constate la présence de deux descentes de foudre en façade Est du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2021, article 5.1.3-V
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite, il a été constaté que les sols de la cellule de stockage ainsi que les zones de quais et de préparation sont en béton. L'inspection des installations classées relève qu'un kit de déversement accidentel, comprenant notamment 2 sacs de produits absorbants, a été installé et signalé par une affiche au niveau de la première rangée de racks. L'exploitant indique que la cellule de stockage est dotée d'une rétention déportée (cuve tampon de 5 m ³) permettant de recueillir les eaux susceptibles d'être souillées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4 (annexe II)
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures [...].
Constats : Un séparateur d'hydrocarbures est présent sur l'installation.
Observations : L'inspection des installations classées constate la présence d'un séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de voirie. Celles-ci sont ensuite rejetées vers le bassin d'infiltration localisé au Nord-Ouest du site. S'agissant du bassin d'infiltration, l'exploitant précise la nécessité d'utiliser une pompe pour l'évacuation des eaux pluviales en raison de la structure argileuse du sol, qui rend le bassin trop étanche. L'exploitant ajoute que conformément au dossier d'autorisation environnementale, le débit de fuite vers le réseau public en sortie de bassin estimé à 10,5 l/s/ha est respecté (soit un temps de vidange théorique de 1,6 heures). L'exploitant mentionne par ailleurs que les eaux pluviales de toiture sont directement dirigées vers le bassin d'infiltration par une canalisation spécifique, isolée des eaux pluviales de voirie. Il a été également relevé la présence d'une vanne barrage motorisée près du bassin d'infiltration. Deux autres vannes (eaux usées et eaux pluviales de toiture) sont présentes au Nord-Est du site. L'exploitant précise que ces vannes sont asservies à la détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet